Avant de commencer ce CSE, nous souhaiterions au nom de toutes les organisations syndicales représentées dans cette instance, CGT, CFDT, FO et SNJ revenir sur l'épisode du dimanche 6 juillet dernier en vous présentant ce liminaire.

Un liminaire pourquoi ? Parce que ce qui s'est passé est pour nous intolérable, et ostensiblement minimisé par la direction.

Bafouant le droit de grève, le directeur vient ce dimanche, remplacer une salariée gréviste dans une fonction qui n'était pas la sienne. Le directeur s'est improvisé responsable d'édition, en validant plusieurs sujets radio et un article WEB.

L'après-midi, il missionne une rédactrice en chef adjointe pour assurer l'édition à distance. Alors à plusieurs milliers de kilomètres de notre territoire, cette rédactrice en chef adjointe était en RH et en vacances cette semaine-là sur le tableau de service.

Cet abus d'autorité a profondément choqué et déstabilisé les équipes présentes sur place. Les quatre organisations syndicales ont déjà réagi au niveau national devant cette triste première dans notre entreprise.

Un liminaire pourquoi ? Parce qu'on ne bafoue pas le droit de grève des salariés.

Cette grève, nous le rappelons, n'était pas dirigée contre la direction de l'entreprise mais contre le gouvernement qui veut porter atteinte à l'audiovisuel public.

Un liminaire, parce qu'on ne dirige pas une entreprise contre ses salariés. On ne dirige pas une entreprise en divisant ses salariés.

Le climat social de la station de Saint-Pierre et Miquelon est très mauvais vous le savez. À la rédaction, la direction a même dû solliciter la DSQVT - la direction de la santé et de la qualité de vie au travail - pour mener une enquête suite à une situation « dégradée » - ce sont les termes officiels – et qui comporte des risques psycho-sociaux pour le personnel.

Est-ce une manière d'apaiser la situation ?

Avez-vous conscience que le climat social au sein de notre station va pourrir avec ce genre d'agissement ?

Avez-vous conscience que solliciter une adjointe à des milliers de kilomètres de l'archipel est un précédent très fâcheux pour notre petite station dans le contexte actuel ?

À quand un rédacteur en chef, un directeur, des cadres qui nous dirigent depuis Paris sans aucune notion des réalités locales ?

Vous allez nous répondre que vous avez agi dans la légalité, que la rédactrice en chef était en formation, il y avait une erreur sur le tableau de service affiché. Un dimanche en formation ? Ces arguments ne tiennent pas.

L'erreur est humaine, vous auriez pu, vous auriez dû reconnaitre la vôtre.

Ne méprisez pas le dialogue social

C'est de notre survie à tous dont il est question aujourd'hui dans ce contexte national menaçant, la survie de Saint-Pierre et Miquelon la 1ère, celle de l'emploi, de la qualité de l'information pour les habitants de l'archipel.

Nous appelons, Monsieur le directeur, à votre responsabilité.

Saint-Pierre-et-Miquelon, le 22 juillet 2025